

dans l'histoire du Canada, a donné à la Nouvelle-Angleterre sa culture franco-américaine. La proximité du Québec donne lieu depuis quelques années à une renaissance de cette culture francophone dans le nord de la Nouvelle-Angleterre. Elle stimule également notre volonté de faire des affaires ensemble, comme en témoignent les nombreuses missions qui franchissent la frontière, dans les deux sens, pour développer le commerce et l'investissement.

Le voisinage de nos deux pays nous a souvent mutuellement avantagés. En 1778, l'arrivée de Benjamin Franklin à Montréal a mené à la fondation du premier journal de langue anglaise du Canada, le *Montreal Gazette*. Dans l'autre sens, James Naismith, un jeune enseignant, a déménagé de Montréal au Massachusetts au début du siècle et a inventé le jeu de basket-ball.

Il n'est pas étonnant que ce mouvement constant entre nos deux pays ait favorisé une mentalité d'ouverture au commerce. Tout comme Boston fait face à l'océan, votre perspective est nettement orientée vers l'étranger. Malgré la tentation de l'isolationnisme, qui a eu de nombreux partisans dans le passé, l'internationalisme a toujours eu une base sûre à Boston et en Nouvelle-Angleterre.

Or, beaucoup se plaisent à dire, aux États-Unis, que 1994 a été l'année du commerce international et que le temps est venu de s'intéresser à d'autres problèmes. Il est vrai que 1994 a été une année de grandes réalisations au plan de la libéralisation du commerce, soit l'achèvement de l'Uruguay Round, la création de l'Organisation mondiale du commerce [OMC] et la conclusion de l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA], sans oublier les initiatives visant à instaurer le libre-échange à l'échelle de l'hémisphère occidental et par-delà le Pacifique, jusqu'en Asie.

Par contraste, certains éléments semblent voir cette année comme un moment propice pour se concentrer sur les priorités nationales. Aux États-Unis, cela veut dire entre autres le « Contract With America », l'équilibrage du budget et le positionnement de la politique économique intérieure en vue de l'élection présidentielle de l'an prochain.

Au yeux de certains, le commerce international est devenu « la question de l'an dernier ». Mais le commerce ne peut jamais être « la question de l'an dernier » ou « la question d'hier ». Il y a peu de questions « nationales » aussi importantes que la création d'emplois. Or, justement, le commerce crée des emplois.

La question du commerce international ne peut jamais être retranchée du programme national. Vos concurrents et les nôtres ne nous laissent aucun répit. À vous et à nous de les imiter. Les gouvernements et les entreprises doivent continuer à collaborer